



Lutte contre les incendies en forêt de Fontainebleu

G. Mouton

► To cite this version:

G. Mouton. Lutte contre les incendies en forêt de Fontainebleu. *Revue forestière française*, 1951, 5, pp.364-374. [⟨10.4267/2042/27782⟩](#). [⟨hal-03380157⟩](#)

HAL Id: hal-03380157

<https://hal.science/hal-03380157v1>

Submitted on 15 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

LUTTE CONTRE LES INCENDIES EN FORÊT DE FONTAINEBLEAU

Indice bibliographique : F 43.1

Fontainebleau, vieille forêt royale, détient des archives qui permettent de retrouver trace de tous les incendies importants depuis le début du XVII^e siècle.

Son historien en 1878, le Sous-Inspecteur DOMET, laisse entendre que l'ordonnance de 1318 empêchant de faire des cendres en forêt aurait été prise à cause des risques d'incendie à Fontainebleau.

Nous nous contenterons de donner le relevé des feux depuis le Second Empire.

Années	Nombre	Surfaces totales (ha)	Années	Nombre	Surfaces totales (ha)
—	—	—	—	—	—
1863	10	7	1887	12	20
1864	12	16	1888	5	12
1865	10	12	1889	9	20
1866	1	1	1890	8	21
1867	—	—	1891	13	93
1868	18	20	1892	19	188
1869	4	2	1893	18	112
1870	10	27	1894	13	32
1871	16	42	1895	11	91
1872	3	3	1896	17	19
1873	6	7	1897	20	342
1874	9	28	1898	30	87
1875	4	7	1899	48	150
1876	3	41	1900	42	131
1877	—	—	1901	23	59
1878	1	1	1902	21	11
1879	—	—	1903	24	13
1880	12	26	1904	45	232
1881	18	29	1905	15	3
1882	7	4	1906	18	25
1883	16	23	1907	21	17
1884	28	61	1908	11	5
1885	16	56	1909	21	32
1886	9	6	1910	13	3

Années	Nombre	Surfaces totales (ha)	Années	Nombre	Surfaces totales (ha)
—	—	—	—	—	—
1911	44	644	1931	12	38
1912	18	108	1932	20	76
1913	5	10	1933	53	231
1914	13	25	1934	45	427
1915	9	9	1935	13	23
1916	5	8	1936	12	15
1917	20	92	1937	21	7
1918	16	146	1938	75	178
1919	?—	?—	1939	14	50
1920	?—	?—	1940	14	16
1921	44	762	1941	15	7
1922	18	42	1942	26	422
1923	32	214	1943	27	335
1924	23	71	1944	54	946
1925	18	49	1945	57	825
1926	15	137	1946	12	36
1927	12	28	1947	55	205
1928	22	57	1948	13	24
1929	30	409	1949	91	233
1930	8	35	1950	9	5

Il ressort de ces tableaux comme des vieilles chroniques que les incendies mal combattus ont toujours atteint plusieurs centaines d'hectares mais qu'une prompte et puissante intervention limite considérablement les dégâts.

Nous allons d'abord étudier les progrès successifs de l'organisation :

- a) La transmission de l'alerte,
- b) Le transport des secours,
- c) L'appropriation du réseau routier,
- d) Le recrutement du personnel de lutte,
- e) La lutte proprement dite,
- f) Son extension régionale, les moyens de lutte.

Nous terminerons par l'analyse des moyens actuellement réunis, leur mise en œuvre, notamment dans quelques cas particuliers

PROGRÈS SUCCESSIFS DE L'ORGANISATION

a) *Transmission de l'alerte*

En 1903, l'aménagiste disait : « Cette recrudescence (des incendies) paraît en grande partie imputable au développement pris dans ces derniers temps par le cyclisme et l'automobilisme qui déversent

chaque année dans la forêt un nombre croissant de visiteurs. Elle n'a pas échappé au Service Forestier qui a dû prendre des mesures propres à enrayer le mal et qui consistent dans l'emploi de cyclistes chargés de signaler les foyers et de les éteindre rapidement avant qu'ils aient pris de l'extension ».

Cette utilisation du cyclisme contre les incendies a alors amené :

1° à multiplier les points de vue pour faciliter l'observation ;

2° à autoriser les gardes retraités à vendre des boissons en forêt, en compensation de la lutte qu'ils promettaient contre le feu, à faciliter la transmission des renseignements, à trouver sur place les premiers secours ;

3° à payer les coureurs annonçant les incendies. Cette dernière mesure a donné des déboires : les messagers mettaient eux-mêmes le feu.

La modernisation de la lutte commence vers 1890 avec la construction de pylônes. Avant 1914, cinq pylônes dont deux de 25 m étaient en place, malheureusement ils n'étaient pas reliés téléphoniquement et les préposés passaient l'été en groupe à leurs pieds et à côté de leurs bicyclettes.

Au lendemain de la guerre 1914-1918, un réseau téléphonique privé reliait les pylônes à l'Inspection qui avait un fil direct sur la place militaire et les maisons forestières. L'Inspecteur pouvait ainsi alerter immédiatement la garnison et les postes forestiers.

Vers 1937, la télégraphie sans fil militaire était mise en œuvre, mais l'utilisation de la télégraphie compliquait la rédaction et la traduction des messages.

Des résultats très supérieurs ont été obtenus en 1945 par l'Armée américaine travaillant en téléphonie sans fil.

Un poste central à l'Etat-Major de Fontainebleau communiquait avec des postes sur Jeep (jusqu'à 20 km) faisant office de postes de commandement avancés. Sur le feu même des postes d'infanterie portés à dos d'homme communiquaient avec la Jeep (jusqu'à 2 km).

L'absence actuelle d'unités militaires régionales dotées de ces appareils ne nous permet plus de bénéficier d'aussi parfaites liaisons.

Nous nous sommes donc rabattus sur des systèmes de transmission moins modernes : les liaisons par motos ou autos vers le poste forestier le plus voisin où le téléphone privé de l'Inspection permet un branchement par le bureau avec les réseaux des P.T.T. devenus automatiques, donc avec toutes les autorités administratives et plus particulièrement le Service Départemental de Sécurité. Avec les Autorités Militaires, des conventions particulières sont renouvelées chaque année pour l'envoi immédiat de piquets d'incendie en période dangereuse. Les Services de Sécurité toujours pleins de bonne volonté sont chaque année mieux outillés, donc de meilleur moral et plus efficaces.

b) *Transport des secours*

La motorisation permet de réduire les délais d'intervention. Le premier véhicule en service semble avoir été vers 1926 un véhicule Citroën à chenille Kegresse traînant une moto-pompe et une tonne de 450 litres sur roues caoutchoutées.

Des motos permettent la recherche rapide des foyers et une première attaque des foyers.

Des tonnes automobiles avec pompes ont été achetées en 1933 et 1934. Elles modifient les conditions de la lutte sous réserve d'être complétées par les camionnettes nécessaires au transport du personnel.

c) *Le réseau routier*

Le réseau routier en terrain naturel doit permettre l'amenée des hommes, des tonnes et servir de base aux contre-feux.

Pour son entretien, un tracteur avec charrue à disques, pulvérisateur, croskill et niveleuse travaillent en forêt domaniale.

Pour la transformation des mauvais passages rocheux suffisants pour les cavaliers des chasses à courre, mais insuffisants pour la lutte contre le feu et ses moyens mécaniques, un outillage léger d'entrepreneur a été rassemblé. Il comprend :

- un groupe compresseur pour les différents outils pneumatiques nécessaires,

- une goudronneuse,

- un concasseur de carrière et un cylindre (tous deux pris en location).

Mais, en dehors de ces routes, les simples sentiers entretenus à sol nu sont le plus souvent suffisants pour allumer sous surveillance les contre-feux. Dans ce but, les sentiers touristiques parcourant les parties rocheuses nous sont d'un grand secours pour limiter les dégâts.

d) *Recrutement du personnel de lutte*

Le premier personnel mis en œuvre est celui des Brigadiers et Gardes, mais, limité à 30 personnes en tout, il est insuffisant, bien que, de 1926 à 1950, un Brigadier ait été spécialisé dans la lutte contre le feu.

Il était traditionnellement fait appel à la troupe. Les Chasseurs de la Garde sous la Royauté ou l'Empire, le 7^e Dragons, l'Ecole d'Artillerie, l'Ecole d'Infanterie Américaine en 1945, actuellement les « tringlots » de Melun, ont successivement été mis à contribution.

Depuis 1945, la suppression des garnisons à Fontainebleau complique la question.

Du fait de la fréquence des sinistres, la réquisition des citoyens locaux est sans effet.

Il avait été tenté de maintenir en forêt un personnel y gagnant sa vie, donc dévoué, en exploitant les coupes en régie, ce qui a pu être réalisé jusqu'en 1950, mais est supprimé en même temps que les centres témoins d'exploitation en régie. Comme il n'est plus possible de maintenir, sur les charges ou d'aléatoires crédits, des ouvriers à l'année, que les gardes auxiliaires autrefois nombreux ont été également supprimés, que les personnels bûcherons des exploitants forestiers sont étrangers à la région et absents en été, le recrutement du personnel de lutte reste une grave préoccupation dans le cas d'extension des feux.

Reste le personnel des compagnies de sapeurs-pompiers urbains. Elles sont plus spécialement intéressées aux questions de feu en ville et il est difficile de convaincre leurs sapeurs des servitudes d'effort individuel pénible et soutenu que nécessite la lutte des isolés devant un grand front de feu. Il est encore plus difficile de les convaincre de la nécessité de creuser une tranchée à sable nu après extinction des grandes flammes.

e) *La lutte proprement dite*

La lutte proprement dite reste le plus souvent assurée par des moyens archaïques qui se sont révélés les plus efficaces. Nous battons le feu flambant avec des branchages ou des pelles. Les balais métalliques essayés se sont montrés plus nuisibles qu'utiles, car ils piquent dans la tourbe sèche en ignition et la projettent en tous sens répandant le feu à plaisir. Les extincteurs à mousse n'ont jamais le volume de mousse suffisant. Nous allumons le contre-feu, si le feu est trop violent pour être combattu directement. Une fois les flammes éteintes sur le périmètre, nous faisons une tranchée atteignant le sable nu afin d'éviter que le feu se propage sous terre en cheminant par la tourbe sèche.

Le combat direct du feu à la lance à incendie des tonnes est rarement employé, car à contre-vent, le battage avec branches suffit et, sous le vent, quand l'incendie est trop violent, seul le contre-feu est efficace. L'étendue des fronts du feu pose pour cet emploi des problèmes pour le déroulage des tuyaux, leurs branchements successifs avec les temps morts de coupure et de remise en pression de l'eau.

Toutefois de belles extinctions ont été réussies avec des jets d'eau contre de grands feux, mais alors le plus souvent avec le dévidoir de premier secours permettant enroulement et déroulement sous pression d'eau.

Nous citerons l'extinction, en 1945, du feu du Rocher du Mauvais Passage, après que la Route Nationale d'Orléans ait été sautée

par le feu, et ce, malgré la présence de nombreux contingents de sauveteurs militaires.

L'eau permet d'allumer ces contre-feux sur de médiocres chemins avec une assez grande sécurité, dans ce cas les seaux-pompes portatifs à dos rendent de grands services, mais leur emploi continu est pénible et redouté des gardes. De plus, le ravitaillement en eau de ces appareils reste délicat quand le personnel de lutte est peu nombreux.

L'eau est toujours employée pour noyer le feu souterrain de la tourbe sèche des petits et moyens incendies. Ce feu souterrain de la tourbe est à l'origine des reprises du feu qui sont fréquentes et toujours particulièrement dangereuses.

f) Extension régionale des moyens de lutte

L'effort continu de lutte en forêt domaniale et les résultats obtenus comme les échecs enregistrés ont incité M. le Conservateur à Paris à alerter M. le Préfet de Seine-et-Marne sur sa responsabilité en tant que chef de la Sécurité Départementale dans la forêt domaniale comme dans les bois particuliers riverains couvrant plus de 30.000 ha de bois sensibles au feu dans la région. Un programme a été étudié en liaison avec le Colonel GEOFFROY, très compréhensif Inspecteur départemental de la Sécurité. Une première tranche de réalisations plus particulièrement forestières sera en place grâce au F.F.N. pour le printemps 1951 comprenant notamment l'achat pour les Compagnies Cantonales de 2 tonnes-pompes sur châssis tous terrains G.M.C., et une charrue forestière mise à la disposition des particuliers pour la mise en sable nu des routes de terre principales.

Deux pylônes de guet supplémentaires seront mis en service, leurs visées croiseront celles des pylônes domaniaux et les compléteront pour les forêts privées.

Le personnel des compagnies de Melun, Moret, Montereau, Nemours et Fontainebleau qui venait déjà depuis 1946 sur voitures spéciales en forêt domaniale, dans de très courts délais, sera ainsi mieux équipé, ce qui ne manquera pas de se traduire par un meilleur moral devant le long labeur que nécessitent les extinctions en forêt.

MOYENS DOMANIAUX ACTUELLEMENT RÉUNIS LEUR MISE EN ŒUVRE

Ces bases générales étant acquises, étudions le détail de l'organisation, pour la lutte dans le massif de 17.000 ha de forêt domaniale qui sert actuellement de pilote à une organisation régionale.

L'Inspection de Fontainebleau comprend :

- 1 Ingénieur Principal.
- 1 Ingénieur des Travaux.
- 1 Adjoint forestier - 2 Secrétaires pour le central téléphonique.
- 6 Brigadiers - 25 Gardes, reliés par un réseau téléphonique.
- 5 pylônes (dont trois assurent un guet constant).
- 2 unités de feu lourdes comprenant chacune : 1 tonne-auto-pompe de 3.000 litres ; 1 camionnette lourde de transport du personnel ; 1 camionnette rapide de commandement.
- 2 unités légères de brigades : une Jeep avec remorque en voie de mise au point ; une 202 avec remorque propre.
- 2 motos lourdes ; 4 motos légères individuelles complétées par 8 motos de préposés mises gracieusement à la disposition du service par leurs propriétaires.

Nous pouvons appeler des *secours extérieurs* :

- Le piquet d'incendie de l'escadron du train de Melun arrivant sur G.M.C. (10 pneus moteurs) avec du petit outillage (pelles et pioches).
- Les services de pompiers dont les centres cantonaux sont dotés de matériel et de consignes particulières pour feux en forêt.

MISE EN ŒUVRE DES MOYENS EXISTANTS

Faute de connaître le moyen exact de chiffrer les conditions météorologiques de risque de feu en forêt comme l'ont tenté les Américains, l'Inspecteur décide s'il y a ou non « Service d'Incendie » et en 1949, il y a eu près de 190 jours de « Service d'Incendie ».

Dans ce cas, les prescriptions les plus tyranniques s'abattent sur le personnel.

1) *Prescriptions générales*

En premier sont supprimés les congés et les jours de repos avec absence du poste.

Dans tous les cas où les conditions familiales du préposé le permettent, il doit assurer *permanence au téléphone* de jour comme de nuit, avec vérification du réseau téléphonique le jeudi.

Le débarrage immédiat de toutes les routes est réalisé et surveillé.

2) *Aux heures dangereuses*

En principe de 10 à 20 heures, le service d'alerte est mis en place. Il comprend :

- *Le guet* par un tour de service, contrôlé à la Brigade et par téléphone de l'Inspection (il revient un jour sur trois).
- *La présence au poste des deux tiers de l'effectif* qui est imposée pour pouvoir trouver les gardes rapidement et avec certitude.

La surveillance est de ce fait réduite, mais il s'agit d'un mal nécessaire.

— *Un piquet d'incendie* assuré à la Faisanderie où est concentré avec le matériel auto lourd :

- 2 chauffeurs pour les tonnes,
- 4 hommes comme aides,
- 1 brigade de premier secours.

Deux autres brigades ont des moyens mécaniques plus légers avec remorque (Jeep et 202) qui sont stationnés dans leurs postes et elles en assurent l'emploi en plus de leur tour de pylône.

Toutes ces mesures limitent la liberté du personnel, mais sont peu pénibles car il s'agit le plus souvent d'être « dispos », mais à son foyer. Les hommes de piquet de la Faisanderie y ont des occupations et des jardins potagers. Seuls effectuent une garde pénible les hommes aux pylônes, techniciens qui doivent reconnaître les feux de bûcherons ou de locomotives de la fumée d'incendie. Ils sont en effet enfermés de longues heures dans des cloches à melons où ils cuisent l'été et gèlent s'il fait froid lors des incendies au hâle de printemps (février, mars) et ils ne sont pas relevés de la journée.

Mais le feu a pris et la fumée atteint la cime du peuplement. Elle doit être vue immédiatement par l'un ou l'autre pylône qui avise le bureau, lequel alerte les autres pylônes qui, en général, cherchent déjà la communication pour faire connaître le relèvement du feu.

Les pans des pylônes étant orientés, ce relèvement est donné par le partage de chacun des 4 côtés de la cabine de guet en 9 ou 10 parties. Ces graduations sont visées de l'arrière d'un fil ou d'un mât central. On apprécie facilement $1/4$ de carreau, soit 4 côtés \times 9 carreaux \times 4 quarts, soit $1/144$ de l'horizon ou $2^{\circ}5$, précision très suffisante.

Une carte voisine du téléphone porte une réplique des pylônes, de leur orientation et de leur graduation avec un fil élastique terminé par une punaise qui donne le rayon de relèvement. La croisée des fils donne l'emplacement du feu.

A la Faisanderie qui a été alertée dès le premier signal de fumée, les hommes se préparent à monter en voiture et lancent les moteurs, 5 minutes après, le point fait lui est communiqué et les véhicules se dirigent vers le feu. L'un d'eux passe par les Maisons Forestières où les gardes de premiers secours prévenus par téléphone attendent devant la porte.

Moins d'un quart d'heure après que la fumée a atteint la cime des arbres, les moyens de lutte comprenant :

- 1 tonne avec 3 hommes,
 - 1 camionnette avec 5 hommes,
 - 1 camionnette de commandement
- s'approchent du feu qu'ils recherchent.

De son côté, le Brigadier intéressé est parti en moto vers le feu, le plus souvent avec un garde en croupe. Lui aussi recherche le feu et s'il le trouve avant les voitures de la Faisanderie va à leur rencontre et les guide.

Maintenant, c'est la lutte proprement dite, avec ses succès et ses revers.

Si le feu est immédiatement étouffé, ce qui est heureusement le cas le plus fréquent, le chef rend compte par le téléphone le plus proche et personnel et matériel sont à nouveau disponibles. C'est nécessaire, les feux allant le plus souvent par séries.

En cas d'aggravation du feu, la seconde tonne est mandée avec le personnel que collecte la deuxième camionnette lourde et les véhicules propres à certaines brigades.

Puis la troupe, les pompiers sont appelés. La Préfecture est prévenue, car la fiction administrative veut que ce soit le Préfet le responsable de la sécurité. A ce moment on lutte le plus souvent par contre-feux appuyés sur des routes ou layons. Le personnel a été réparti au fur et à mesure de son arrivée par le commandant de la lutte sur les différentes faces au feu. La lutte y est obligatoirement indépendante des secteurs voisins et c'est là que l'activité, l'expérience de chacun jouent un grand rôle. Les retards à l'exécution des directives reçues verbalement, les maladresses ont les pires conséquences; ils risquent notamment de rendre les contre-feux extrêmement dangereux.

Une fois le feu flambant maîtrisé, le difficile est de maintenir les sauveteurs sur les lieux jusqu'à achèvement de la tranchée à sable nu qui est une garantie indispensable contre les risques de reprise du sinistre. Une surveillance est alors prévue pendant au moins 24 heures et souvent plus. C'est le Brigadier local qui est alors responsable de la surveillance, aidé par les préposés désignés pour la garde de nuit sur ordre de l'Inspecteur.

Si les sinistres se suivent sans répit, au bout de 10 à 15 jours de ce régime, chacun est fatigué, énervé, susceptible, et cela ne facilite rien.

QUELQUES CAS PARTICULIERS

Nous citerons quelques souvenirs marquants de ces luttes contre le feu.

— Un essai malheureux d'un appareil de lutte contre un incendie volontairement allumé en 1911 a donné lieu à une campagne de presse et a contribué à la retraite prématurée de M. l'Inspecteur REUSS.

— Un feu venant d'Arbonne a franchi le périmètre sur plusieurs kilomètres de front en 1944.

— A la Mare aux Fées, le 13 août 1945, le canton était plein

de touristes qui fuyaient en tous sens et ont bien inquiété les responsables quand il a fallu recourir aux contre-feux.

— Détaillons particulièrement le sinistre de 1948 au Long Rocher où les contre-temps se sont fâcheusement succédé.

Un feu de petite dimension avait été facilement éteint une après-midi dans une vallée suspendue entre deux crêtes rocheuses. Le Garde du triage était chargé de la surveillance. Le lendemain matin, avant l'heure de montée au pylône des guetteurs, une reprise se produit. Le Garde, peut-être vexé de s'être aperçu un peu tard de cette reprise, tente de l'éteindre seul. Il est débordé et court prévenir au téléphone le plus proche, encore très éloigné.

La première tonne envoyée avec le personnel de premier secours se voit arrêtée par un débard de grumes effectué la veille sur la route de la vallée par un exploitant, et c'est la seule route d'accès à ladite vallée suspendue.

Tentant de s'approcher par une route route, la tonne s'enlise dans une rampe sableuse.

L'incendie gagnant, la camionnette lourde avec un nouveau personnel s'égare avec son monde, la seconde tonne arrivant par un long détour se trouve immobilisée sur une courte, longueur du périmètre du feu voyant son activité très limitée.

Pendant ce temps, le feu gagne partout.

L'après-midi, rien n'est arrêté et le feu descend du Long Rocher vers le Nord et la route du même nom.

Un contre-feu est tenté, mais trop tard et lors de la rencontre des deux feux l'appel d'air est si fort que les flammèches tombent en arrière du contre-feu et incendient un important reboisement sur les pentes du Haut Mont.

Le soir, 70 ha sont anéantis malgré de nombreux sauveteurs et un matériel puissant, mais ayant joué de malheur dans son emploi. Cet incendie a été le plus important de 1948.

— En 1949, à Franchard, deux contre-feux en équerre devaient limiter un feu de reprise. L'une des deux équipes n'ayant pas exécuté les ordres reçus, le feu d'un des contre-feux se propage rapidement et anéantit 10 ha de plus avant qu'on le maîtrise.

— D'autres souvenirs sont plus heureux : en 1949 au Dormoir de Lantara un feu provenant de la cuisson d'un bifteck huit jours auparavant a cheminé dans la tourbe sèche et part au milieu de fougères. Les gardes, après deux essais infructueux sur un léger thalveg, coupent à la serpe une troisième tranchée sur une crête à peine sensible et dans des fougères de 2 m de haut allument un contre-feu et arrivent à l'y tenir, limitant l'incendie à quelques ares de fougères, le feu étant arrêté d'autre part sur une route et le long d'une hêtraie. Devant l'importance du risque, les pompiers de Melun avaient été appelés, mais n'ont eu qu'à creuser la tranchée de protection à sable nu, tâche difficile à obtenir de ces pro-

fessionnels du feu proprement dit et que le terrassement demandé rebute malgré son absolue nécessité.

CONCLUSION

En conclusion, nous souhaitons bonne chance aux camarades luttant contre le feu: l'on peut, avec une bonne organisation, de bonnes routes et un bon matériel se présenter devant le feu dans de très courts délais et avant qu'il ne soit une vague mugissante avançant vite sur un grand front, mais en tout cas la conduite de la lutte contre le feu reste toujours aléatoire.

La fréquence des incendies en forêt de Fontainebleau nous a malheureusement permis d'acquérir dans cette lutte une expérience déjà longue. Ajoutons qu'une certaine générosité en crédits a rendu localement possible la mise au point d'une technique relativement efficace.

G. MOUTON.

LES VENTES DE COUPES DE BOIS DE L'EXERCICE 1950 DANS LES FORÊTS SOUMISES AU RÉGIME FORESTIER

Rectificatif

Dans l'article paru sous ce titre dans la *Revue Forestière Française* de mars 1951, page 201, 13^e ligne: lire:

« dans *un des* départements les plus gros producteurs: les Vosges, le département le plus gros producteur de hêtre étant la Seine-Inférieure. »